

CONTRAT PORTEUR CARTES BANCAIRES QUELLE & PRIVILÈGE

En application des articles 32, 39 et 40 de la loi du 06.08.2004 modifiant la loi du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, il est précisé que : **a)** Les réponses aux questions formulées dans le présent document sont obligatoires pour permettre l'établissement du contrat. Ces informations, destinées à la banque, ne seront utilisées et ne feront l'objet de diffusion auprès d'entités tierces que pour les seules nécessités de la gestion des opérations effectuées en exécution du présent contrat et conformément aux dispositions de l'article 17 des conditions de fonctionnement de la carte ou pour répondre aux obligations légales et réglementaires, la banque étant à cet effet, de convention expresse, déléguée du secret bancaire. **b)** Les personnes sur lesquelles portent les données à caractère personnel recueillies dans le présent document auront le droit d'en obtenir communication auprès de la banque, d'en exiger, le cas échéant, la rectification, de s'opposer pour des motifs légitimes à ce qu'elles fassent l'objet d'un traitement ou à leur utilisation à d'autres fins que celles-ci.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CARTE : 1.1 - La carte nationale de retrait interbancaire permet à son titulaire d'effectuer, sur le territoire français, des retraits d'espèces en monnaie nationale auprès des appareils de distribution automatique de billets de banque (ci-après "DAB/GAB") affichant le logo "CB" blanc sur fond associant en fondu dégradé les couleurs bleue et verte (ci-après le "logo "CB"). **1.2** - La carte internationale de retrait interbancaire offre les mêmes possibilités que la carte nationale de retrait interbancaire. Elle permet en outre, à l'étranger, (sous réserve du respect par le titulaire de la carte de la réglementation française des changes en vigueur), d'obtenir des devises dans certains DAB/GAB des établissements agréés. **1.3** - La carte nationale de paiement offre les mêmes possibilités que la carte de retrait interbancaire. Elle permet en outre : - de retirer des espèces aux guichets des établissements de crédit et des institutions financières, affichant le logo "CB", - de régler des achats de biens ou des prestations de services chez des commerçants et prestataires de services adhérant au système de paiement "CB", affichant le logo "CB" (ci-après "les Commerçants"), - de régler à distance par l'utilisation éventuelle du microcircuit, aux Commerçants, adhérant au système de paiement "CB" et affichant le logo "CB", - de charger ou de recharger un Porte-Monnaie Electronique autorisé, - de donner un ordre de transfert de fonds. La carte nationale de paiement ne saurait être utilisée pour le règlement des achats de biens ou des prestations de services en vue de leur revente. **1.4** - La carte internationale de paiement offre les mêmes possibilités que la carte nationale de paiement. Elle permet en outre, à l'étranger, sous réserve du respect, par le titulaire de la carte, de la réglementation française des changes en vigueur : - de régler des achats de biens ou des prestations de services chez les Commerçants affichant leur appartenance au réseau international nommé sur la carte, - d'obtenir des espèces du pays concerné auprès des établissements agréés, à leurs guichets ou dans certains de leurs DAB/GAB. La carte internationale de paiement ne saurait être utilisée pour le règlement des achats de biens ou des prestations de services en vue de leur revente.

DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX CARTES À AUTORISATION SYSTEMATIQUE : 1.5 - La carte nationale à autorisation systématique permet de régler des achats de biens ou des prestations de services chez des commerçants et prestataires de services adhérant au système de paiement par carte, équipés de terminaux électroniques et affichant le logo "CB" (ci-après "les Commerçants"). Elle permet également de régler à distance, par l'utilisation éventuelle du microcircuit, à ces Commerçants, des achats de biens ou des prestations de services. La carte nationale permet à son titulaire d'effectuer sur le territoire français, des retraits d'espèces en monnaie nationale auprès des appareils de distribution automatique de billets de banque (ci-après "DAB/GAB") affichant le logo "CB" blanc sur fond associant en fondu dégradé les couleurs bleue et verte (ci-après le "logo "CB"). La carte nationale permet en outre de retirer des espèces aux guichets des établissements de crédit et des institutions financières affichant le logo CB et équipés de terminaux électroniques, dans les limites des disponibilités du guichet payeur et sur présentation d'une pièce d'identité. **1.6** - La carte internationale à autorisation systématique offre les mêmes possibilités que la carte nationale. Elle permet en outre, à l'étranger, sous réserve du respect par le titulaire de la carte de la réglementation française des changes en vigueur, de régler des achats de biens ou des prestations de services chez les Commerçants affichant leur appartenance au réseau international nommé sur la carte. Elle permet en outre, à l'étranger, sous réserve du respect par le titulaire de la carte de la réglementation française des changes en vigueur, d'obtenir des devises auprès des établissements agréés, à leurs guichets équipés de terminaux électroniques ou dans certains de leurs DAB/GAB. **1.7** - Les cartes ci-dessus permettent également, le cas échéant, d'avoir accès à d'autres services offerts par l'émetteur et régit par des dispositions spécifiques.

ARTICLE 2 - DELIVRANCE DE LA CARTE : La carte est délivrée par l'établissement émetteur (ci-après "l'émetteur"), dont elle reste la propriété, à la demande et sous réserve d'acceptation de la demande, à ses clients titulaires d'un compte et/ou à leurs mandataires dûment habilités. Le titulaire de la carte s'engage à utiliser la carte et/ou son numéro, exclusivement dans le cadre du système "CB" et des réseaux agréés. La carte est rigoureusement personnelle, son titulaire devant y apposer obligatoirement sa signature dès réception. Il est strictement interdit au titulaire de la carte de la prêter ou de s'en déposséder. Son usage est strictement limité aux opérations suivantes : - retrait d'espèces dans les DAB - ordre de paiement pour régler l'achat d'un bien ou d'un service réellement effectué, - chargement ou rechargement d'un Porte Monnaie-Electronique autorisé, - ordre de transfert de fonds. L'absence de signature sur une carte de paiement justifie le refus d'acceptation de cette carte par le Commerçant ou le récepteur de fonds.

ARTICLE 3 - CODE CONFIDENTIEL : Un code personnel est communiqué confidentiellement par l'émetteur à chaque titulaire de carte et uniquement à celui-ci. Le titulaire de la carte doit prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de sa carte et du code confidentiel, il doit donc tenir absolument secret son code et ne pas le communiquer à qui que ce soit. Il ne doit pas notamment l'inscrire sur la carte, ni sur tout autre document. Il doit veiller à le composer à l'abri des regards indiscrets. Ce code lui est indispensable dans l'utilisation d'appareils automatiques (DAB/GAB, terminaux de paiement électronique, Terminal A Distance, par exemple lecteur sécurisé connecté au PC, décodeur TV, téléphone mobile avec insertion de la carte) conçus de façon qu'aucune opération ne puisse être effectuée sans mise en œuvre de ce code confidentiel. Le nombre d'essais successifs de composition du code confidentiel est limité à 3 (trois) sur ces appareils automatiques, avec le risque notamment de confiscation ou d'invalidation de la carte au 3ème essai infructueux. Lorsque le titulaire de la carte utilise un terminal à distance avec frappe du code confidentiel, il doit s'assurer que ce terminal est agréé par le Groupement des Cartes Bancaires en vérifiant la présence du logo "CB" et l'utiliser exclusivement pour émettre des ordres de paiement pour régler des achats de biens effectivement délivrés et des prestations de services réellement rendues ou pour donner un ordre de transfert de fonds en vue de sa réception. Il doit prendre toutes les mesures propres pour assurer la sécurité du terminal à distance dont il a la garde.

ARTICLE 4 - MODALITÉS D'UTILISATION DE LA CARTE POUR DES RETRAITS D'ESPÈCES DANS LES DAB/GAB OU AUPRÈS DES GUICHETS : **4.1** - Les retraits d'espèces sont possibles dans les limites fixées et notifiées par l'émetteur dans les conditions tarifaires particulières, ou dans tout document approuvé par le titulaire de la carte et/ou du compte. Ces limites peuvent être différentes selon que les retraits sont effectués : - sur les DAB/GAB (ou auprès des guichets) de l'émetteur ou sur ceux des autres établissements, - en France ou à l'étranger, - auprès des guichets de l'émetteur ou auprès de ceux des autres établissements. Les retraits d'espèces auprès des guichets sont possibles dans les limites des disponibilités du guichet payeur et sur présentation d'une pièce d'identité. **4.2** - Les montants enregistrés de ces retraits, ainsi que les commissions éventuelles, sont portés dans les délais habituels propres aux retraits d'espèces au débit du compte concerné sans aucune obligation d'indiquer le numéro ou le titulaire de la carte utilisée, notamment lorsque plusieurs cartes fonctionnent sur le même compte. **4.3** - Le titulaire du compte et/ou de la carte doit, préalablement à chaque retrait et sous sa responsabilité, s'assurer de l'existence au compte d'un solde suffisant et disponible, et le maintenir jusqu'au débit correspondant.

ARTICLE 5 - MODALITÉS D'UTILISATION DE LA CARTE POUR LE RÈGLEMENT D'ACHATS DE BIENS ET DE PRESTATIONS DE SERVICES : **5.1** - La carte est un moyen de paiement qui ne doit être utilisé que pour régler des achats de biens réellement délivrés et des prestations de services réellement rendus. **5.2** - Ces paiements sont possibles dans les limites fixées et notifiées par l'émetteur dans les conditions tarifaires particulières, ou dans tout document approuvé par le titulaire de la carte et/ou du compte. **5.3** - Les paiements par carte sont effectués selon les conditions et procédures en vigueur chez les Commerçants adhérant au système de paiement "CB" et affichant le logo "CB", notamment une demande d'autorisation et le contrôle du code confidentiel. Cas particulier : les paiements par carte à autorisation systématique sont effectués selon les conditions et procédures en vigueur chez les Commerçants adhérant au système de paiement "CB" et affichant le logo "CB", avec une demande d'autorisation systématique et, sauf exception (ex : paiement à distance), contrôle du code confidentiel. Lorsque ces procédures impliquent la signature, par le titulaire de la carte, de la facture ou du ticket émis par le Commerçant, la vérification de la conformité de cette signature par rapport au spécimen déposé sur la carte incombe au Commerçant. **5.4** - Les règlements présentés à l'encaissement par les Commerçants sont automatiquement débités au compte concerné selon les dispositions convenues entre le titulaire de celui-ci et l'émetteur dans les conditions tarifaires particulières ou dans tout document approuvé par le titulaire de la carte et/ou du compte. Même si ces conventions prévoient un différé de paiement, l'émetteur a la faculté de débiter immédiatement le compte du montant des dépenses effectuées à l'aide de la carte en cas de décès, d'incapacité juridique du titulaire de la carte et/ou du titulaire du compte, d'incidents de paiement ou de fonctionnement du compte (saisie,...), de clôture du compte ou du retrait de la carte par l'émetteur, décision qui serait notifiée au titulaire de la carte et/ou du compte par simple lettre. De même, l'émetteur a la faculté de débiter immédiatement le compte du montant des transactions de paiement réalisées au moyen de la carte, si le cumul des transactions de paiement dépasse les limites fixées et notifiées par l'émetteur. **5.5** - Le titulaire du compte et/ou de la carte autorise l'émetteur à débiter son compte sur le vu des enregistrements ou des relevés transmis par le Commerçant, pour le règlement des achats de biens ou des prestations de services. Ces règlements peuvent être effectués : - par correspondance, téléphone, télécopie, etc. - le cas échéant, sur des appareils automatiques, - pour l'établissement d'une facturation de biens ou de services fournis, pour laquelle la carte ou son numéro a fait l'objet d'une présentation ou d'une communication préalable au Commerçant ou au prestataire de services (location de voitures, prestations hôtelières : réservation, départ rapide, arrhes). Les réclamations concernant ces opérations sont traitées dans les conditions prévues à l'article 14. **5.6** - Le titulaire du compte et/ou de la carte doit s'assurer que le jour du débit des règlements par carte, le compte présente un solde suffisant et disponible. **5.7** - Le montant détaillé, sauf exception, des paiements par carte passés au débit du compte figure sur un relevé des opérations envoyé périodiquement au titulaire du compte ou il peut être également consulté par voie électronique. **5.8** - L'émetteur reste étranger à tout différend commercial, c'est à dire autre que relatif à l'opération de paiement, pouvant survenir entre le titulaire de la carte et le Commerçant. L'existence d'un tel différend ne peut en aucun cas justifier le refus du titulaire de la carte et/ou du titulaire du compte auquel elle s'applique, d'honorer les règlements par carte. **5.9** - La restitution d'un bien ou d'un service réglé par carte bancaire ne peut faire l'objet d'une demande de remboursement auprès du Commerçant que s'il y a eu préalablement une transaction débitée d'un montant supérieur ou égal. Si un accord est trouvé entre le titulaire de la carte et le commerçant, ce dernier pourra actionner le terminal de paiement pour initier l'opération de remboursement.

ARTICLE 6 - RÈGLEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES À L'ÉTRANGER : **6.1** - Les opérations effectuées à l'étranger avec la carte internationale de paiement sont portées au débit du compte concerné dans les conditions et suivant la périodicité prévues aux articles 4 et 5. **6.2** - Le taux de change éventuellement applicable est celui en vigueur à la date de traitement de la transaction et non à la date de vente elle-même. La conversion en monnaie nationale, ou le cas échéant, dans la monnaie de compte du titulaire, est effectuée par le centre international et/ou national le jour du traitement de la transaction à ce centre et selon ses conditions de change. Le relevé de compte du titulaire comportera les indications suivantes : montant de la transaction en devise d'origine, montant de la transaction convertie en monnaie nationale, montant des commissions. **6.3** - Les commissions éventuelles sont fixées et notifiées par l'émetteur, dans les conditions tarifaires particulières ou dans tout document approuvé par le titulaire de la carte et/ou du compte.

ARTICLE 7 - MODALITÉS D'UTILISATION DE LA CARTE POUR DONNER UN ORDRE DE TRANSFERT DE FONDS : **7.1** - La carte permet un transfert de fonds au bénéfice d'un récepteur. **7.2** - Ces transferts de fonds sont possibles dans les limites fixées et notifiées par l'émetteur dans les conditions tarifaires particulières, ou dans tout document approuvé par le titulaire de la carte et/ou du compte. **7.3** - Les transferts de fonds par carte sont effectués selon les conditions et procédures en vigueur chez les récepteurs adhérant au système d'acceptation à distance de cartes "CB" ou agréées "CB" en réception de fonds et affichant le logo "CB", notamment un système d'authentification des porteurs de cartes "CB". Cas particulier : les transferts de fonds par carte à autorisation systématique sont effectués selon les conditions et procédures en vigueur chez les récepteurs adhérant au système d'acceptation à distance de cartes "CB" ou agréées "CB" en réception de fonds et affichant le logo "CB", avec une demande d'autorisation systématique et une authentification du porteur de carte "CB". **7.4** - Les règlements présentés à l'encaissement par les récepteurs sont automatiquement débités au compte concerné selon les dispositions convenues entre le titulaire de celui-ci et

l'émetteur dans les conditions tarifaires particulières, ou dans tout document approuvé par le titulaire de la carte et/ou du compte. Même si ces conventions prévoient un différé de règlement, l'émetteur a la faculté de débiter immédiatement le compte du montant des fonds transférés à l'aide de la carte en cas de décès, d'incapacité juridique du titulaire de la carte et/ou du titulaire du compte, d'incidents de paiement ou de fonctionnement du compte (saisie,...), de clôture du compte ou du retrait de la carte par l'émetteur, décision qui serait notifiée au titulaire de la carte et/ou du compte par simple lettre. De même, l'émetteur a la faculté de débiter immédiatement le compte du montant des ordres de transferts de fonds réalisés au moyen de la carte, si le cumul des ordres de transfert de fonds dépasse les limites fixées et notifiées par l'émetteur. **7.5** - Le titulaire du compte et/ou de la carte autorise l'émetteur à débiter son compte sur le vu des enregistrements ou des relevés transmis par le récepteur. Les réclamations concernant ces opérations sont traitées dans les conditions prévues à l'article 15. **7.6** - Le titulaire du compte et/ou de la carte doit s'assurer que le jour où il donne l'ordre de transfert de fonds par carte, le compte présente un solde suffisant et disponible. **7.7** - Le montant détaillé, sauf exception, des transferts de fonds par carte passés au débit du compte figure sur un relevé des opérations envoyé périodiquement au titulaire du compte ou il peut être également consulté par voie électronique. **7.8** - L'émetteur reste étranger à tout différend autre que celui portant sur l'ordre de transfert de fonds, pouvant survenir entre le titulaire de la carte et le récepteur. L'existence d'un tel différend ne peut en aucun cas justifier le refus du titulaire de la carte et/ou du titulaire du compte auquel elle s'applique, d'honorer les transferts de fonds par carte. **7.9** - Un transfert de fonds ne peut être éventuellement remboursé par un récepteur que s'il y a eu préalablement un transfert débité d'un montant supérieur ou égal.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ DE L'ÉMETTEUR : 8.1 - Les enregistrements des DAB/GAB et des appareils automatiques ou leur reproduction sur un support informatique constituent la preuve des opérations effectuées au moyen de la carte et la justification de leur imputation au compte sur lequel cette carte fonctionne; la preuve contraire peut être apportée par tous moyens. **8.2** - L'émetteur sera responsable des pertes directes encourues par le titulaire de la carte dues au mauvais fonctionnement du système sur lequel l'émetteur a un contrôle direct. Toutefois, l'émetteur ne sera pas tenu responsable d'une perte due à une panne technique du système de paiement si celle-ci est signalée au titulaire de la carte par un message sur l'appareil ou d'une autre manière visible. La responsabilité de l'émetteur pour l'exécution erronée de l'opération sera limitée au montant principal débité du compte ainsi qu'aux intérêts sur ce montant au taux légal. La responsabilité de l'émetteur sera réduite lorsque le titulaire de la carte aura contribué à la faute.

ARTICLE 9 - RECEVABILITÉ DES OPPOSITIONS : L'ordre de paiement donné au moyen de la carte est irrévocable. Seules sont recevables par l'émetteur de la carte, les oppositions expressément motivées par la perte ou le vol de la carte, l'utilisation frauduleuse de la carte ou des données liées à son utilisation, le redressement ou la liquidation judiciaire du bénéficiaire du paiement ou la soustraction de la carte par un membre de la famille du titulaire de la carte. L'opposition pour l'utilisation frauduleuse de la carte ou des données liées à son utilisation est effectuée dans le cas où le titulaire de la carte est toujours en possession de sa carte au moment de l'opération contestée et : soit si la carte a été contrefaite au sens de l'article L 163-4 du Code Monétaire et Financier, soit si le paiement contesté a été effectué frauduleusement, à distance, sans utilisation physique de la carte, avec son seul numéro et d'autres données y figurant.

ARTICLE 10 - MODALITÉS DES OPPOSITIONS : 10.1 - Le titulaire de la carte et/ou du compte doit déclarer dans les meilleurs délais, la perte, le vol de la carte, ou la soustraction de la carte par un membre de sa famille. Cette déclaration doit être faite : - à l'émetteur pendant ses heures d'ouverture notamment par téléphone, télécopie, Internet,... déclaration écrite remise sur place - ou d'une façon générale au Centre d'appel ouvert 7 jours par semaine, en appelant le numéro de téléphone suivants : 0 825 000 222 (0,15 euro TTC/min). Un numéro d'enregistrement de cette opposition est communiqué au titulaire de la carte et/ou du compte. L'opposition est immédiatement prise en compte. **10.2** - Toute opposition qui n'a pas fait l'objet d'une déclaration signée par le titulaire de la carte et/ou du compte doit être confirmée sans délai, par lettre remise ou expédiée sous pli recommandé, au guichet tenant le compte sur lequel fonctionne la carte. En cas de contestation sur l'opposition, l'opposition sera réputée avoir été effectuée à la date de la réception de la dite lettre par l'émetteur. **10.3** - L'émetteur ne saurait être tenu responsable des conséquences d'une opposition par téléphone, télécopie, Internet,... qui n'émanerait pas du titulaire de la carte et/ou du compte. **10.4** - En cas d'utilisation frauduleuse de la carte ou des données liées à son utilisation, le titulaire de la carte et/ou du compte doit faire opposition de son motif et la déclarer dans le délai prévu à l'article 15. **10.5** - En cas de vol ou d'utilisation frauduleuse de la carte ou des données liées à son utilisation, l'émetteur peut demander un récépissé ou une copie d'un dépôt de plainte.

ARTICLE 11 - RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE DE LA CARTE : 11.1 - Principe : Le titulaire de la carte doit assurer la conservation de sa carte et de son code confidentiel et l'utiliser conformément aux finalités spécifiées à l'article 2. Il assume comme indiqué à l'article 11.2, les conséquences de l'utilisation de la carte tant qu'il n'a pas fait opposition dans les conditions prévues aux articles 9 et 10. **11.2 - Opérations effectuées avant opposition :** Elles sont à la charge du titulaire, en cas de perte ou de vol de la carte, dans la limite de 150 euros. Elles sont également à sa charge, mais sans limitation de montant en cas de : -faute lourde du titulaire, - opposition tardive c'est à dire non effectuée dans les meilleurs délais et notamment compte tenu des habitudes d'utilisation de la carte par son titulaire, - utilisation par un membre de sa famille. **11.3 - Opérations effectuées après opposition :** Elles sont à la charge de l'émetteur, à l'exception des opérations effectuées par le titulaire de la carte. **11.4** - Des frais pour mise en opposition de la carte peuvent être perçus par l'émetteur. Le montant de ces frais est fixé et notifié par l'émetteur dans les conditions tarifaires particulières ou dans tout document approuvé par le titulaire de la carte et/ou du compte.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITÉ DU OU DES TITULAIRES DU COMPTE : Le ou les titulaires du compte, lorsqu'ils ne sont pas titulaires de la carte, sont solidairement et indivisiblement tenus des conséquences financières résultant de la responsabilité du titulaire de la carte au titre de la conservation de la carte et du code confidentiel, et de leur utilisation jusqu'à : - restitution de la carte à l'émetteur et, au plus tard, jusqu'à la date de fin de validité, en cas de révocation, par le titulaire du compte, du mandat donné au titulaire de la carte ou de clôture du compte, - ou dénonciation de la convention de compte collectif, à la condition que celle-ci ait été notifiée à tous les intéressés.

ARTICLE 13 - DURÉE DU CONTRAT ET RÉSILIATION : 13.1 - Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée. **13.2** - Il peut être résilié à tout moment par écrit avec accusé de réception par le titulaire de la carte ou du compte concerné, ou par l'émetteur. Cette résiliation prend effet un mois après la

date d'envoi de sa notification à l'autre partie. **13.3** - En cas de résiliation, le titulaire de la carte s'engage à restituer la carte, et à respecter l'ensemble des obligations contractuelles mises à sa charge dans le cadre du présent contrat, jusqu'à ce que la résiliation devienne effective.

ARTICLE 14 - DUREE DE VALIDITE DE LA CARTE - RENOUVELLEMENT, RETRAIT ET RESTITUTION DE LA CARTE : 14.1 - La carte comporte une durée de validité dont l'échéance est inscrite sur la carte elle-même. La durée limitée de la validité de la carte répondant notamment à des nécessités techniques et sécuritaires, elle n'a pas de conséquence sur la durée indéterminée du présent contrat. **14.2** - À la date d'échéance de la carte, celle-ci fait l'objet d'un renouvellement automatique du support, sauf si le contrat a été résilié dans les conditions prévues à l'article 13.2. **14.3** - L'émetteur a le droit de retirer, de faire retirer, de limiter ou de bloquer l'usage de la carte à tout moment et de ne pas la renouveler. La décision de retrait est motivée et notifiée dans tous les cas au titulaire de la carte et/ou du compte. Le titulaire de la carte s'oblige, en conséquence, à la restituer à la première demande et s'expose à des sanctions si après notification du retrait de la carte, par simple lettre, il continue à en faire usage. **14.4** - Lorsque la carte fait l'objet d'un retrait par un Commerçant ou par un établissement financier tiers, la décision de restitution de la carte à son titulaire appartient à l'émetteur. **14.5** - La clôture du compte sur lequel fonctionne une ou plusieurs cartes entraîne l'obligation de les restituer. Il en va de même en cas de dénonciation de la convention de compte collectif. L'arrêté définitif du compte ne pourra intervenir au plus tôt qu'un mois après restitution des cartes.

ARTICLE 15 - RÉCLAMATIONS : Le titulaire de la carte et/ou du compte a la possibilité de déposer une réclamation auprès de l'émetteur par écrit, si possible en présentant la facture ou le ticket de l'opération litigieuse, et cela dans un délai de 70 jours, à compter de la date de l'opération contestée. Les parties conviennent d'apporter les meilleurs soins à leur information réciproque sur les conditions d'exécution de l'opération. Le cas échéant, et notamment en cas de fraude ou de suspicion de fraude commise par un tiers identifié ou non, l'émetteur peut demander un récépissé ou une copie d'un dépôt de plainte. Les informations ou documents, ou leur reproduction, que l'émetteur détient et qui sont relatifs aux opérations visées dans le présent contrat doivent être conservés pendant un an par l'émetteur. Ils seront produits 45 jours au plus après la demande du titulaire de la carte et/ou du compte. L'émetteur a l'obligation de faire diligence auprès de tout correspondant afin que celui-ci lui communique les pièces qu'il pourrait détenir et qui ont trait à l'opération contestée.

ARTICLE 16 - REMBOURSEMENT : Le titulaire du compte est remboursé : - du montant des débits contestés de bonne foi par le titulaire de la carte dans le cas de perte et/ou vol de sa carte pour des opérations survenues avant opposition conformément à l'article 11.2, - du montant de tous les débits contestés de bonne foi par le titulaire de la carte, y compris de la totalité des frais bancaires supportés le cas échéant par le titulaire du compte et de la carte, dans le cas où le titulaire de la carte était en possession de sa carte à la date de l'opération contestée et où sa carte a été contrefaite ou un paiement a été effectué frauduleusement à distance sans utilisation physique de sa carte. Dans ce dernier cas, le remboursement intervient dans les meilleurs délais et au plus tard dans le délai d'un mois à partir de la réception de la réclamation écrite du titulaire de la carte et du compte.

ARTICLE 17 - COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS À DES TIERS : 17.1 - De convention expresse, l'émetteur est autorisé à diffuser les informations recueillies dans le cadre du présent contrat, les informations figurant sur la carte et celles relatives aux opérations effectuées au moyen de celle-ci. Ces informations feront l'objet de traitements automatisés ou non afin de permettre la fabrication de la carte, la gestion de son fonctionnement et d'assurer la sécurité des paiements notamment lorsque la carte est en opposition. **17.2** - Pour satisfaire les finalités précisées ci-dessus, les informations en question pourront être communiquées aux établissements de crédit, aux institutions financières visées à l'article L 518-1 du Code Monétaire et Financier, aux sociétés du groupe de l'émetteur, aux organismes intervenant dans le cadre de la fabrication et du fonctionnement de la carte, à des sous-traitants, aux Commerçants acceptant le paiement par carte, ainsi qu'à la Banque de France et au Groupement des Cartes Bancaires. Une inscription au fichier Cartes Bancaires géré par la Banque de France, est réalisée lorsqu'une utilisation abusive de la carte par le titulaire de la carte ou le(s) titulaire(s) du compte est notifiée à ce(s) dernier(s). Cette inscription est effectuée pour une durée de 2 ans. **17.3** - Le titulaire d'une carte peut exercer son droit d'accès et de rectification des données le concernant auprès de l'émetteur.

ARTICLE 18 - CONDITIONS FINANCIÈRES : 18.1 - La carte est délivrée moyennant le paiement d'une cotisation dont le montant est fixé dans les conditions tarifaires particulières, ou dans tout document approuvé par le titulaire de la carte et/ou du compte. Cette cotisation est prélevée d'office sur le compte concerné, sauf résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 13.2. Cette cotisation est remboursée en cas de : • Résiliation du présent

contrat dans les conditions prévues à l'article 13.2. La cotisation sera remboursée au prorata du temps écoulé entre la date de prélèvement de la cotisation et la date d'effet de la résiliation du contrat visée à l'article 13.2. Le remboursement interviendra dans le délai d'un mois à compter de la date d'envoi de la carte à l'émetteur. • Non retrait de la carte par son titulaire après du guichet dans un délai d'un mois du courrier l'informant de la mise à disposition de la carte. La cotisation sera alors intégralement remboursée dans un délai d'un mois à compter de l'expiration du délai mensuel de retrait de la carte et déduction faite de certains frais, notamment des frais de fabrication et de gestion. **18.2** - Les autres conditions financières sont fixées et notifiées par l'émetteur dans les conditions tarifaires particulières ou dans tout document approuvé par le titulaire de la carte et/ou du compte.

ARTICLE 19 - SANCTIONS : Tout usage abusif ou frauduleux de la carte ainsi que toute fausse déclaration est passible des sanctions prévues par la loi. Toute fausse déclaration ou usage abusif de la carte peut également entraîner la perte du bénéfice des dispositions contractuelles. Tous frais et dépenses réels, engagés pour le recouvrement forcé des opérations sont à la charge solidairement du titulaire de la carte et/ou du titulaire du compte concerné. Le montant des opérations qui n'aura pu être débité au compte sera majoré d'un intérêt égal au taux en vigueur, par mois, à partir de la date de valeur et sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 20 - MODIFICATIONS DES CONDITIONS DU CONTRAT : 20.1 - Modifications non sécuritaires : L'émetteur se réserve le droit d'apporter des modifications notamment financières aux conditions générales applicables aux particuliers et aux professionnels, dans les conditions tarifaires particulières qui seront communiquées par écrit au titulaire du compte et/ou de la carte, trois mois avant la date d'application envisagée. L'absence de contestation par le titulaire du compte et/ou de la carte dans un délai de deux mois après cette communication vaut acceptation de ces modifications non sécuritaires. **20.2 - Modifications pour des raisons sécuritaires** : Pour des raisons sécuritaires, l'émetteur peut apporter des modifications du contrat qui seront portées à la connaissance du titulaire du compte et/ou de la carte, notamment lors du renouvellement de celle-ci. Ces modifications sont applicables : - un mois après leur notification si la carte, en cours de validité, n'est pas restituée à l'établissement émetteur avant l'expiration de ce délai, ou si elle est utilisée après ce délai, - immédiatement lorsqu'elles sont acceptées par le titulaire de la carte au moment du renouvellement du support.

NOTICE D'INFORMATION

GARANTIE ASSURANCE LIVRAISON CARTES BANCAIRES QUELLE & PRIVILÈGE

La garantie Assurance Livraison Internet est assurée par le contrat d'assurance groupe n° 2.500.120 souscrit par CDGP (n° ORIAS 08 043 761) auprès d'AIG EUROPE (S.A au capital de 25 000 000 Euros - R.C.S Nanterre B 552 128 795 - Tour AIG - 92079 La Défense 2 Cedex) et auprès de JURIDICA (SA au capital de 8 377 134 Euros - RCS Versailles 572 079 150 - 1, place Victorien Sardou - 78160 Marly Le Roi par l'intermédiaire de CDGP, agissant en tant que courtier en assurances (en cours d'immatriculation auprès de l'ORIAS) (garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L.512-6 et L.512-7 du Code des Assurances). AIG Europe et Juridica sont des Sociétés Anonymes d'Assurance régies par le Code des Assurances, placées sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (ACAM) - 61, rue Taibout - 75436 Paris Cedex 09. Les adhésions au contrat groupe n° 2.500.120 sont possibles tant qu'il est en vigueur entre le Souscripteur et les Assurés. En cas de résiliation, les assurés seront informés par le Souscripteur de la cessation des garanties au moins deux (2) mois avant la date d'effet de la résiliation. Les adhésions nouvelles ne seront plus possibles. La présente Notice d'Information valant conditions générales, régie par le droit français et rédigée en langue française, présente les droits et obligations nés de l'adhésion ainsi que les engagements pris par les Assurés à votre égard. Les n° ORIAS sont vérifiables auprès de l'ORIAS - www.orias.fr - 1, rue Jules Lefebvre 75731 Paris cedex 09.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS : **Assuré** : toute personne physique titulaire d'une Carte assurée. **Assureur** : AIG Europe. **Assureur de Protection Juridique** : JURIDICA. **Bien garanti** : bien matériel mobilier à usage privé acheté neuf, en tout ou partie, par l'Assuré sur Internet auprès d'un Commerçant, sous condition d'envoi postal avec solution de suivi de la livraison ou par transporteur privé, d'une valeur unitaire supérieure à 50 (cinquante) Euros toutes taxes comprises. **Ne sont pas couverts au titre de la garantie Assurance Livraison** : - Les animaux ; - Les biens et denrées périssables, les denrées alimentaires ; - Les boissons ; - Les végétaux ; - Les véhicules terrestres à moteur ; - Les espèces, actions, obligations, coupons, titres et papiers, valeurs de toute espèce ; - Les bijoux ou objets précieux tels que objets d'art, orfèvrerie, argenterie d'une valeur supérieure à 150 euros ; - Les données numériques à visualiser ou à télécharger en ligne (notamment fichiers mp3, photographies, logiciels) ; - Les prestations de services, y compris celles consommées en ligne ; - Les biens à usage industriel ; - Les biens achetés pour être revendus comme marchandise ; - Les biens achetés d'occasion ; - Les biens achetés sur un site de vente aux enchères ; - La qualité de la prestation incluse dans le service livré (voyage, transport). **Cartes assurées** : cartes bancaires Visa QUELLE & PRIVILEGE en cours de validité, émises au titre d'un compte renouvelable détenu par une personne physique et consenti par CDGP. **Commerçant** : tout marchand proposant la vente via Internet des Biens garantis et acceptant le paiement par la Carte assurée. **Livraison non conforme** : le Bien garanti réceptionné ne correspond pas à la référence constructeur ou distributeur indiquée sur le bon de commande ou le Bien garanti est livré défectueux, cassé ou incomplet. **Non livraison** : la livraison du Bien garanti n'a pas été effectuée dans les soixante dix (70) jours calendaires suivant la date de la transaction et si le débit de la commande apparaît sur le relevé de compte de l'Assuré. **Paiement Internet** : opération de paiement réalisée au moyen de la Carte assurée sur l'Internet pour l'achat d'un bien lorsque le paiement est effectué sans contrôle ou composition du code confidentiel, sans factures signées ou en l'absence de signature électronique, et dont le montant est porté au débit du compte de l'Assuré. **Souscripteur** : CDGP.

ARTICLE 2 - OBJET ET LIMITE DE LA GARANTIE : En cas d'incident de livraison suite à l'achat d'un Bien garanti effectué sur Internet, l'Assuré pourra bénéficier de la garantie Assurance Livraison sur Internet dans les conditions énoncées ci-après. Le règlement du Bien garanti doit être effectué par l'Assuré pendant la période de validité de sa Carte assurée. La garantie Assurance Livraison sur Internet a pour objet, d'intervenir, pour le compte de l'Assuré, directement auprès du Commerçant ou du transporteur afin qu'une solution amiable soit trouvée en

dehors de toute prise en charge de frais tels que, par exemple, des frais d'expertise. A défaut d'une solution amiable satisfaisante trouvée dans les soixante quinze (75) jours qui suivent le débit du paiement du Bien garanti, l'Assuré est indemnisé dans la limite de mille cinq cent (1.500) Euros toutes taxes comprises par sinistre et par an.

ARTICLE 3 - TERRITORIALITÉ : Les achats garantis sont ceux effectués sur un site marchand domicilié en France métropolitaine. Le Bien garanti doit être livré en France métropolitaine ou dans les DOM-TOM.

ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA GARANTIE : La garantie Assurance Livraison sur Internet est acquise à compter de la date de réception par l'Assuré de sa Carte assurée, pour la durée de validité de ladite carte. Elle cesse le jour de la fin de la validité de la Carte assurée ou de la résiliation du contrat souscrit par CDGP. Dans ce dernier cas, CDGP en informera le titulaire de la Carte assurée par écrit, au plus tard deux (2) mois avant la date de résiliation. En cas de modification des garanties, CDGP informera l'Assuré des nouvelles conditions d'assurance qui lui sont accordées dans un délai de deux (2) mois précédant leur mise en place.

ARTICLE 5 - PROCÉDURE EN CAS DE SINISTRE : a/ Comment activer la garantie Assurance Livraison : En cas de livraison non conforme : Dans son propre intérêt, l'Assuré doit, dès la réception de la livraison ou dès qu'il a connaissance de la non-conformité de la livraison, contacter le Service Assurance Livraison par téléphone, du lundi au vendredi de 9h30 à 19h30, au 01 30 09 97 91 au plus tard dans les sept (7) jours calendaires, suivant la livraison du Bien garanti, muni de son numéro de Carte assurée. **En cas de non livraison** : Si l'Assuré n'est pas livré dans le délai spécifié aux conditions générales de vente du Commerçant, l'Assuré doit téléphoner au Service Assurance Livraison, du lundi au vendredi de 9h30 à 19h30, au 01 30 09 97 91, au plus tard dans les trente (30) jours qui suivent la réception de son relevé de compte ou de prélèvement. Le Service Assurance Livraison intervient alors, pour le compte de l'Assuré, directement auprès du Commerçant ou du transporteur afin qu'une solution amiable soit trouvée en dehors de toute prise en charge de frais et/ou honoraires par l'Assuré de protection juridique tels que, par exemple, des frais d'expertise. **b/ Les pièces justificatives à fournir par l'Assuré** : L'Assuré devra fournir les pièces justificatives de son dommage aux fins d'indemnisation et notamment : • L'impression du justificatif de la commande (mail), toute confirmation d'acceptation de la commande en provenance du Commerçant ou l'impression de la page écran de la commande. • La copie du relevé de compte ou de l'avis de prélèvement de l'Assuré attestant le(s) montant(s) débité(s) de la commande. • En cas de livraison réalisée par un transporteur privé, le bon de livraison remis à l'Assuré. • En cas d'envoi postal reçu par l'Assuré, l'accusé de suivi dont l'Assuré est en possession. • En cas de renvoi du Bien garanti chez le Commerçant, le justificatif du montant des frais d'expédition avec accusé de réception. • En cas de non livraison : une déclaration sur l'honneur de non réception des marchandises commandées et payées. **c/ Procédure d'indemnisation** : Si aucune solution amiable satisfaisante n'a été trouvée au plus tard au 75ème jour qui suit le débit du paiement du Bien garanti, le Service Assurance Livraison transmet le dossier à l'Assureur. **En cas de non-livraison d'un Bien garanti** : L'Assureur rembourse l'Assuré le montant correspondant au prix d'achat toutes taxes comprises du Bien garanti dans la limite des sommes effectivement réglées au Commerçant et dans les limites de plafond prévues à l'article « Paiement de l'indemnité ». **En cas de livraison non conforme d'un Bien garanti** : Si le Commerçant accepte le retour du Bien garanti, pour ensuite, expédier un bien de remplacement ou effectuer un remboursement auprès de l'Assuré, la garantie couvre les frais de réexpédition du Bien garanti au Commerçant, si ces frais ne sont pas pris en charge par le Commerçant ; - Si le Commerçant accepte le retour du Bien garanti mais n'expédie pas de bien de remplacement ou n'effectue pas de remboursement auprès de l'Assuré, la garantie couvre les frais de réexpédition et le remboursement du prix d'achat du Bien garanti ; - Si le Commerçant n'accepte pas le retour du Bien garanti, la garantie couvre les frais d'expédition du Bien

garanti envoyé à l'Assureur et le remboursement du prix d'achat. Le prix d'achat du Bien garanti s'entend toutes taxes comprises et dans la limite des sommes effectivement réglées au Commerçant. **L'Assureur se réserve le droit de mener une expertise ou une enquête à ses frais pour apprécier les circonstances et le montant du préjudice. d/ Paiement de l'indemnité** : **Sous réserve du respect des conditions de délais et de la procédure** telles que définies ci-dessus, le règlement de l'indemnité due se fera dans les huit (8) jours à compter de la réception du dossier par l'Assureur suivant la fin de la période de recherche de résolution amiable. **L'indemnité versée est limitée à mille cinq cent (1.500) Euros toutes taxes comprises par sinistre et par an**. Lorsque les Biens garantis détériorés font partie d'un ensemble et s'avèrent à la fois inutilisables séparément et irremplaçables, l'indemnité est versée à concurrence du prix d'achat de l'ensemble au complet. L'indemnité est versée en euros et toutes taxes comprises par chèque à l'Assuré.

ARTICLE 6 - EXCLUSIONS : - Une faute intentionnelle ou dolosive de l'Assuré ; - Une guerre étrangère ou civile ; - Une grève des prestataires ou des transporteurs, un lock-out ou un sabotage commis dans le cadre d'une action concertée de grève, de lock-out ou de sabotage ; - Les effets directs de l'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiation provenant de transmutation de noyaux d'atomes ou de la radioactivité, ainsi que des sinistres dus aux effets de radiation provoqués par l'accélération artificielle des atomes.

ARTICLE 7 - RESILIATION DE L'ADHESION : La garantie Assurance Livraison est résiliée de plein droit : - En cas de résiliation par l'Assuré de sa Carte assurée. - En cas de non renouvellement ou de résiliation par CDGP de la Carte assurée. - En cas de résiliation du contrat d'assurance groupe par le Souscripteur ou par l'Assureur. Cette résiliation ne peut intervenir qu'à l'échéance annuelle de votre compte renouvelable auquel est associée la Carte assurée, moyennant un délai de préavis de deux (2) mois. L'Assuré en sera alors informé par le Souscripteur.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS DIVERSES : Prescription : Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux (2) ans à compter de l'événement qui y donne naissance. La prescription peut notamment être interrompue par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception (articles L114-1 et L114-2 du Code des Assurances). **Assurances cumulatives** : Si l'Assuré a contracté sans fraude plusieurs assurances pour un même risque, il peut obtenir l'indemnisation de ses dommages en s'adressant à l'assureur de son choix dans la limite des garanties prévues par le contrat. **Subrogation** : Conformément aux dispositions de l'article L.121-12 du Code des Assurances, l'Assureur AIG Europe est subrogé, jusqu'à concurrence de l'indemnité versée par lui, dans les droits et actions de l'Assuré contre le tiers responsable du sinistre. **Reclamation et Médiation** : Pour toute difficulté relative aux conditions d'application de l'offre d'assurance, l'Assuré peut adresser une réclamation à AIG EUROPE, Tour AIG - 92079 La Défense 2 Cedex. Si un désaccord subsiste, l'Adhérent aura toujours la faculté de faire appel au Médiateur de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances dont les coordonnées lui seront communiquées par le service clientèle de l'Assureur, et ceci sans préjudice des autres voies d'actions légales.

ARTICLE 9 - LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES : Les informations recueillies lors de votre demande d'adhésion sont nécessaires à son traitement. Elles pourront être communiquées aux personnes intervenant dans la gestion de votre adhésion. Vous pouvez y accéder ou les rectifier en vous adressant à CDGP - 1440 Route Nationale 20 - 45770 SARAN en précisant vos nom, prénom, adresse et si possible votre référence client. Vous pouvez également vous opposer à ce que vos coordonnées ainsi que vos données non sensibles qui peuvent être transmises à CDGP, aux assureurs et à leurs mandataires ou à tout autre organisme professionnel concerné soient utilisées à des fins de prospection commerciale par simple lettre à l'adresse mentionnée ci-dessus.